



# Les élites américaine et canadienne exigent que le gouvernement Trudeau durcisse sa position contre la Chine

Par [Roger Jordan](#)

Mondialisation.ca, 30 janvier 2019

[wsws.org](http://wsws.org) 8 janvier 2019

Région : [Asie](#), [États-Unis](#), [Le Canada](#)

Thème: [Économie](#)

Les élites dirigeantes américaine et canadienne exigent que le gouvernement libéral du Canada s'aligne pleinement sur la position de plus en plus agressive de Washington envers la Chine.

Bien qu'Ottawa soit un partenaire clé dans l'offensive militaire et stratégique de Washington contre Beijing, de fortes pressions s'exercent maintenant sur le gouvernement Trudeau pour qu'il aille encore plus loin. Tout d'abord, en interdisant le géant chinois des télécommunications Huawei du réseau 5G du Canada, puis en excluant toute perspective d'accord de libre-échange avec la Chine.

Les principaux médias américains et canadiens, les conservateurs dans l'opposition et les principaux représentants de l'appareil canadien de renseignement de sécurité, ont saisi l'occasion de l'arrestation à Vancouver, début décembre 2018, de la directrice générale de Huawei Meng Wanzhou, pour lancer une virulente campagne anti-Chine. Meng a été arrêtée par les autorités canadiennes à la demande de l'administration Trump pour avoir prétendument violé le régime de sanctions illégales de Washington contre l'Iran.

En réalité, sa détention est une provocation politique délibérée, survenue le jour même où Trump rencontrait son homologue chinois Xi Jinping pour discuter de leur conflit tarifaire de guerre commerciale. Si un tribunal canadien approuve l'extradition de Meng vers les États-Unis, elle risque jusqu'à 30 ans de prison.

Des médias comme le *Globe and Mail* et le *National Post* exploitent l'arrestation de Meng pour attiser l'hostilité contre la Chine. Même si les accusations frauduleuses portées contre elle n'ont rien à voir avec le rôle de Huawei dans les communications 5G, les médias ne cessent de répéter les affirmations de l'establishment du renseignement américain et des faucons anti-Chine canadiens que Huawei est un outil complice du gouvernement chinois, et donc une grave menace pour la sécurité nationale.

Les commentateurs des médias disent maintenant que ce n'est plus qu'une question de temps avant que le Canada ne se joigne à ses partenaires du réseau d'espionnage du Groupe des cinq, les «Five Eyes», dirigé par la National Security Agency (NSA) des États-Unis pour exclure Huawei du développement de son réseau 5G.

L'attaque contre Huawei s'inscrit dans une lutte acharnée pour la suprématie sur les

marchés technologiques mondiaux. L'élite dirigeante américaine craint de plus en plus que la Chine ne devienne une force majeure dans le domaine des nouvelles technologies des communications et de l'intelligence artificielle, ce qui lui ouvrirait des débouchés commerciaux de plusieurs milliards de dollars partout dans le monde. Cet affrontement fait partie d'un conflit beaucoup plus grand, l'establishment politique et militaire américain identifiant la Chine comme son principal rival à l'hégémonie mondiale. Washington est déterminé à faire tout ce qui est en son pouvoir, jusqu'au conflit militaire total, pour bloquer la montée en puissance de Beijing.

En tant qu'un des plus proches alliés de l'impérialisme américain, le Canada est intimement impliqué dans la politique de plus en plus agressive de Washington envers la Chine. En 2013, les responsables des armées canadienne et américaine ont conclu un accord secret pour coordonner conjointement leurs opérations dans la région Asie-Pacifique. Depuis, les Forces armées canadiennes sont devenues beaucoup plus actives dans un arc qui s'étend du détroit de Malacca - artère principale pour le pétrole et les autres ressources qui alimentent l'économie chinoise - à la mer du Japon.

Les navires de guerre canadiens ont participé à des exercices dits de «liberté de navigation» en mer de Chine méridionale, où ils ont fréquemment été en contact avec des navires chinois. Le mois dernier, le chef d'état-major de la Défense du Canada, le général Jonathan Vance, a accusé la Chine d'avoir «un comportement inapproprié» après que plusieurs de ses appareils aient volé près d'un avion de surveillance canadien patrouillant dans les eaux internationales au large des côtes de la Corée du Nord.

Le gouvernement Trudeau identifie la Chine comme une «menace mondiale» dans sa politique de défense nationale adoptée en 2017. Cette politique loue également l'impérialisme américain pour le «rôle démesuré» que celui-ci joue dans la stabilisation de l'ordre mondial depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale et elle s'engage à augmenter les dépenses militaires du Canada de plus de 70 % d'ici 2026 afin que le pays puisse jouer un rôle de premier plan dans les grands conflits militaires à venir du XXIe siècle.

Par contre, ce qui est différent maintenant, c'est que l'administration Trump a considérablement accru les tensions avec Beijing au cours de la dernière année, et surtout ces derniers mois, notamment avec l'imposition de droits de douane punitifs sur des centaines de milliards de dollars d'importations chinoises, les tentatives des États-Unis pour faire «changer de camp» stratégique la Corée du Nord et faire de Pyongyang un régime aligné aux États-Unis juste à la frontière chinoise, et l'abandon par Trump du rôle des États-Unis au Moyen-Orient pour mieux se concentrer sur une confrontation directe avec la Chine.

Par ailleurs, l'administration Trump a insisté pour que l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) renégocié contienne une clause interdisant aux signataires de conclure des accords de libre-échange avec des «économies autres que de marché», une référence claire à la Chine, sans l'approbation préalable de Washington.

Signe supplémentaire de l'escalade des tensions, l'agence *Reuters* rapportait à la fin de décembre dernier que Trump envisageait de publier un décret exécutif interdisant aux entreprises américaines d'acheter de la technologie avancée des entreprises chinoises, dont Huawei et ZTE, un fabricant de microprocesseurs.

Le ciblage de la Chine par Washington reçoit l'aval des deux grands partis politiques américains. Immédiatement après la détention de Meng, tant les sénateurs démocrates que

républicains ont fait des déclarations dans lesquelles ils ont salué son arrestation, tout en soulignant que le Canada devait aller encore plus loin et mettre un frein aux activités de Huawei. On a même menacé de réduire l'échange de renseignements entre les deux pays si Huawei continuait de participer au développement de la technologie 5G au Canada.

Le sénateur démocrate Mark Warner, qui est également vice-président du Comité sénatorial du renseignement, a réitéré cet avertissement dans une interview accordée à l'émission *Power and Politics* de la CBC en affirmant que «si un pays achetait de l'équipement (5G de Huawei), celui-ci pourrait se retrouver avec des portes dérobées intégrées de sorte que, une fois l'équipement installé, les Chinois pourraient intercepter les messages, les communications et violer la sécurité des réseaux». Une telle «vulnérabilité dans le système canadien, a ajouté Warner, rendrait les États-Unis vulnérables. Et vice-versa, parce que les réseaux de télécommunications canadiens et américains sont totalement imbriqués.»

Bien sûr, le sénateur Warner – qui a également mené la campagne pour la censure d'Internet au nom de la lutte contre l'«ingérence russe» – a omis de mentionner que la NSA, comme l'a démontré Edward Snowden, a travaillé avec les géants technologiques américains pour construire précisément ces mêmes types de portes dérobées afin de pouvoir espionner les gens partout dans le monde.

Le mois dernier, le *New York Times*, organe associé à l'aile démocrate de l'establishment au pouvoir aux États-Unis, a publié un article dénonçant la société de conseil internationale McKinsey pour avoir fait affaire avec la Chine et la Russie. Fait significatif, le *Times* a réservé des critiques spéciales à l'endroit du chef de la direction de McKinsey, Dominic Barton, qui est né au Canada et est un conseiller de premier plan du gouvernement Trudeau où il préside son conseil consultatif expert sur la croissance économique.

Dans de telles conditions, de puissantes sections des élites dirigeantes américaine et canadienne veulent voir éliminée toute ambiguïté quant à la volonté d'Ottawa de suivre l'impérialisme américain de près dans la confrontation avec la Chine.

Le chef conservateur Andrew Scheer a non seulement exhorté Trudeau à exclure Huawei du développement d'un réseau 5G au Canada, mais il a aussi exigé qu'Ottawa renonce de façon ouverte à tout projet de négociation d'un accord de libre-échange avec la Chine. «Nous savons que le gouvernement chinois a été impliqué dans des cyberattaques, a déclaré Scheer. Je vois que nos partenaires du monde entier, nos alliés traditionnels, nos partenaires de l'OTAN, font la même évaluation. Nous partageons tant de choses avec eux et nous comptons sur leur technologie, leur expertise et leur interopérabilité pour de nombreux aspects de nos forces armées.»

Le gouvernement libéral a répondu en indiquant qu'une mesure contre Huawei pourrait être imminente. Le ministre de la Sécurité publique, Ralph Goodale, qui collabore quotidiennement avec les hauts gradés de l'appareil américain de renseignement de sécurité, a déclaré dans une entrevue télévisée que la question de Huawei était maintenant à l'étude au gouvernement.

Entre-temps, Ottawa a sollicité des déclarations de soutien de la part de la Grande-Bretagne, des États-Unis et de l'Union européenne pour son traitement de Meng, qui a été dénoncé par Beijing comme une machination politique.

Toutes ces déclarations affirment que la détention de Meng est fondée sur la «primauté du

droit» et que la politique et la géopolitique n'ont joué aucun rôle dans la décision d'Ottawa de l'appréhender. Elles condamnent de plus la détention par la Chine de deux ressortissants canadiens, le diplomate Michael Kovrig et l'homme d'affaires Michael Spavor, que Beijing accuse de représenter un danger pour la sécurité nationale de la Chine.

Malgré cela, l'anéantissement de toute perspective de relations commerciales plus étroites avec la Chine est source de consternation pour certains secteurs du monde des affaires qui craignent que la forte dépendance de l'impérialisme canadien à l'égard des exportations vers les États-Unis ne rende le pays très vulnérable. Les événements des deux dernières années l'ont démontré avec force, avec notamment la demande de Trump de renégocier l'ALENA, l'imposition de droits de douane américains sur les importations canadiennes d'acier et d'aluminium et le début d'une guerre commerciale plus générale, en plus des déboires de l'Alliance atlantique entre les États-Unis et l'Europe, dont dépend le Canada non seulement pour la défense de ses intérêts sur la scène mondiale, mais aussi pour amoindrir les pressions exercées sur lui par les États-Unis.

Roger Jordan

Article paru en anglais le 8 janvier 2019

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)  
Copyright © [Roger Jordan](http://RogerJordan.com), [wsws.org](http://wsws.org), 2019

---

Articles Par : [Roger Jordan](http://RogerJordan.com)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)